

**M. Davis:** Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, cette réglementation a été mise au point sur plusieurs années par des personnes très compétentes, à l'exclusion de Brian Davies, qui a reçu un avertissement. On l'avait déjà averti qu'il est interdit aux hélicoptères d'atterrir à moins d'un demi-mille d'un troupeau de phoques. S'il est avéré que ses hélicoptères ont effectivement atterri à moins d'un demi-mille, les mesures appropriées seront prises.

\* \* \*

### LES FORÊTS

#### LA PART FÉDÉRALE DES FRAIS DE PULVÉRISATION D'INSECTICIDES SUR LES BOISÉS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

**M. J. Robert Howie (York-Sunbury):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Le gouvernement continuera-t-il de partager avec le Nouveau-Brunswick les frais de pulvérisation d'insecticides effectuée sur les forêts de cette province, en vue d'y supprimer les insectes, surtout la tordeuse des bourgeons de l'épinette, au cours du printemps et de l'été 1974?

**L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement):** Oui, monsieur l'Orateur, mais seulement avec un budget limité.

\* \* \*

### STATISTIQUE CANADA

#### LA COMMUNICATION DE LISTES D'ADRESSES À DES ENTREPRISES COMMERCIALES—LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

**M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham):** Monsieur l'Orateur, ma question a trait à la nature confidentielle des listes d'adresses pour fins d'impôt sur le revenu, question que j'ai soulevée à la Chambre hier. Je m'adresse encore une fois au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme Statistique Canada a annoncé qu'il avait cessé de vendre ces listes, bien que nous ayons la preuve qu'on les utilise toujours, et étant donné que le ministre chargé des politiques de Statistique Canada a laissé entendre hier qu'il n'approuvait pas l'utilisation de ces listes à cette fin, je voudrais savoir ceci: premièrement, quand le gouvernement va-t-il modifier la loi; deuxièmement, quelles dispositions le ministre prend-il pour faire cesser séance tenante l'utilisation à cette fin de ces listes?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, il se peut que nous présentions des modifications à la loi sur la statistique durant la session actuelle. Pour ce qui est de la seconde question, je ne vois pas bien quelles dispositions je pourrais prendre, même si je le voulais, pour empêcher ceux qui ont acheté ces listes de Statistique Canada de façon tout à fait légale d'en faire usage à des fins commerciales.

### Questions orales

### LES TRANSPORTS

#### LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION QUANT À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS FERROVIAIRES—LA MISE EN ŒUVRE

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné la mort tragique, le week-end dernier, de deux employés des chemins de fer en Colombie-Britannique et le rapport, en janvier, de la Commission canadienne des transports où celle-ci critiquait les mesures de sécurité du Canadien National et du Canadien Pacifique, à cause desquelles le nombre des déraillements a triplé entre 1959 et 1972 et réclamait du gouvernement l'adoption de mesures de sécurité ferroviaires, le ministre peut-il nous dire quelles mesures il compte prendre pour donner suite aux recommandations de la Commission et prévenir l'augmentation des accidents ferroviaires prédite par la Commission si ces mesures font défaut?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je déplore vivement cet accident. Comme les députés le savent, un déraillement s'est produit à Spences Bridge, si j'ai bonne mémoire, et deux hommes furent tués. Je dois dire qu'il n'y avait pas eu jusqu'à présent de glissements de terrain à cet endroit. Nous tâchons de remédier à la situation et examinons avec la Commission canadienne des transports les moyens d'améliorer le service.

**M. l'Orateur:** J'accorde la parole au député de Fraser Valley-Ouest pour une question supplémentaire, puis ce sera le tour du chef de l'opposition.

**M. Rose:** Puisque le rapport a prédit avec justesse qu'il y aurait des morts si on n'augmentait pas la sécurité, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a fixé un délai pour l'étude du rapport par son ministère et quand il a l'intention d'annoncer les mesures que va prendre son ministère pour mettre en application les recommandations de la CCT?

**M. Marchand (Langelier):** Monsieur l'Orateur, j'ai déjà indiqué à la Chambre et je crois qu'on a déjà signalé que j'aimerais aller un peu plus loin et autoriser un membre du personnel du ministère des Transports à faire enquête sur ce genre d'accident; ainsi, nous pourrions nous assurer que toutes les précautions nécessaires ont été prises. Je n'ai pas l'intention de fixer un délai, nous allons tout simplement essayer d'agir le plus vite possible.

\* \* \*

### LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

#### LA TAXE SUR L'EXPORTATION DU PÉTROLE—LA COMMUNICATION AUX PROVINCES DE L'AVIS NÉGATIF QUANT À LA PÉRÉQUATION

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances qui a déclaré hier à la Chambre que, de l'avis de ses conseillers juridiques, la part provinciale des recettes provenant de la taxe sur l'exportation du pétrole n'est pas soumise à la péréquation. Puis-je demander au ministre s'il a fait part aux diverses provinces de l'avis reçu et de la position du gouvernement fédéral et si l'une ou l'autre province a contesté cette position?